

Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement

par Anne Muxel

Madeleine Lefebvre : Dans votre ouvrage, L'expérience politique des jeunes, vous dites que, contrairement à une idée répandue, les jeunes ne sont pas dépolitisés ; ils entretiennent un rapport différent à la politique, fait à la fois d'attachement aux valeurs familiales et de renouvellement. Comment appréhendez-vous aujourd'hui le rapport des jeunes à la politique ?

Anne Muxel : Oui, je m'inscris tout à fait en faux contre l'idée d'une dépolitisation des jeunes aujourd'hui ; je crois en effet, et cela renvoie à votre questionnement sur les générations, que les jeunes générations souffrent toujours d'un regard sceptique et dubitatif des anciennes générations à leur propos, qui pensent qu'elles ne peuvent que faire moins bien, être moins engagées, moins politisées. Il y a toujours une suspicion des générations plus anciennes à l'égard des nouvelles, d'où la nécessité de penser la politisation dans le lien, dans la profondeur de la chaîne des générations, dans le processus de socialisation politique entre les générations. Il y a une sorte de jeu de miroir et d'effet de regard entrecroisé qui fait que les unes comme les autres n'arrivent pas à dialoguer puisqu'il y a toujours une suspicion de la part des anciens vers les nouveaux – « Ils feront moins bien que nous » – et des nouveaux à l'égard des anciens – « Ils sont trop vieux, on les a déjà vus, ils ne nous entendent pas ». Il y a la perception d'un fossé à combler, et cela n'est pas sans conséquence sur la façon dont se construit le rapport à la politique des jeunes générations aujourd'hui. Affirmer que les jeunes ne sont pas dépolitisés participe de ce constat.

L'environnement politique a évolué, des changements sont intervenus dans les équilibres géopolitiques. On assiste à un brouillage des clivages idéologiques. La jeunesse rentrant en politique dans une conjoncture différente, il est normal qu'elle adopte des attitudes, des comportements différents de ceux des générations précédentes.

De plus, la présence aujourd'hui des jeunes sur la scène de l'action politique et dans les mobilisations collectives ne rend pas crédible le discours sur leur dépolitisation ; ils sont en effet les premiers à se mobiliser dans des actions contre le racisme, la montée de l'extrême droite en France ou contre la percée électorale de Le Pen. La jeunesse a d'ailleurs toujours été présente sur le terrain politique et l'on sait comment le mouvement lycéen et étudiant a occupé le pavé de façon régulière. Il est faux de parler de repli. Les jeunes sont animés par un réel intérêt pour la chose collective ; simplement, le contexte politique et social ayant changé leurs comportements se construisent à partir d'enjeux et de critères nouveaux. Il faut s'efforcer d'interpréter le

nouveau répertoire politique avec lequel ils se situent aujourd'hui.

M.L. : Pourriez-vous présenter ce répertoire et développer le mode d'approche de la politique qui caractérise les jeunes aujourd'hui ?

A.M. : La position des jeunes se fonde d'abord sur un désir d'autonomie et de non-embrigadement dans les organisations politiques traditionnelles, comme les partis ou les syndicats. Ils ne veulent pas se soumettre à l'ensemble d'une stratégie politique et entendent garder leur libre arbitre pour pouvoir réagir en fonction de leurs convictions ou des circonstances. Le refus des étiquettes politiques ainsi que de toute forme de militantisme traditionnel est affirmé

Les jeunes d'aujourd'hui refusent une vision du militantisme traditionnel répondant à une panoplie bien identifiée de modalités d'intervention. Ils peuvent avoir de véritables engagements, souvent de courte durée, ils peuvent participer de façon très active à des manifestations. Ainsi, leur engagement dans les mouvements antimondialisation sont parfois lourds de prises de risques pour eux-mêmes, mais ils ne se considèrent pas comme militants pour autant. Il existe également des jeunes qui ont toutes sortes d'interventions spontanées et peu connues, des engagements qui supposent parfois une implication supérieure à celle d'un militant traditionnel dans un parti ou un syndicat. Il y a là de nouvelles formes de militantisme auxquelles il faut être attentif, prenant appui sur des initiatives plus autonomes, plus individualisées, mais aussi plus ciblées.

M.L. : Comment expliquez-vous cette opposition au militantisme de la génération précédente et le refus des formes traditionnelles d'engagement que manifestent ainsi les jeunes ?

A.M. : Je dirai d'abord que les grands bouleversements survenus sur le plan international ont conduit à une relativisation des idéologies ainsi qu'à une perte de crédibilité des projets de transformation radicale de la société qui ne sont pas sans conséquences sur la construction du rapport au politique. On a assisté à une sorte de désillusion, de désenchantement suite à l'expérience de la gauche au pouvoir et de la cohabitation, à laquelle vient s'ajouter une crise de la représentation politique et la poussée des comportements abstentionnistes. Cette crise de la représentation, le brouillage des clivages idéologiques, cette défiance à l'égard des gouvernants a des effets démultipliés chez des jeunes qui rentrent en politique et qui ne peuvent mobiliser ni les références, ni l'expérience d'un monde politique plus lisible qu'ont pu connaître leurs parents. On observe là une différenciation dans l'appréhension de la politique des plus jeunes générations qui se répercute sur leurs attitudes et leurs pratiques. Mais il ne faut pas pour autant stigmatiser les jeunes, qui ne font en réalité qu'amplifier et rendre plus visibles des tensions qui s'expriment dans l'ensemble de la population.

M.L. : Le rapport que les jeunes entretiennent avec l'engagement politique de leurs parents, à travers la génération 68, relève-t-il du même processus de suspicion réciproque entre générations que vous évoquiez précédemment ?

A.M. : Je crois que la jeunesse a d'abord voulu se démarquer de la génération 1968. Il y a toujours, en effet, une certaine pesanteur à se sentir obligé de répéter, voire de faire mieux que la génération de ses parents, et la position des jeunes aujourd'hui peut être analysée comme une forme d'opposition à la problématique de la génération 68. Après la période de relatif silence qui a suivi 1968, lors du mouvement lycéen et étudiant de 1986, les jeunes ont voulu se démarquer de l'expérience de la génération les ayant précédés, comme en témoigne leur slogan d'alors : « 86, ce n'est pas 68 ». Pour eux, le fait d'être dans la rue ne signifiait pas qu'ils répétaient ce qu'a fait la génération précédente. La référence à 1968 a sûrement servi de repère aux jeunes manifestants, mais pour autant ils ne voulaient pas être évalués à l'aune des événements qui s'étaient déroulés vingt ans plus tôt. On a pu reprocher à la mobilisation de la jeunesse son absence d'idéologie, de liens avec l'engagement politique et sa tendance à réduire la lutte à des enjeux utilitaristes. Ce relatif discrédit exprimé par leurs aînés est une belle illustration des formes d'incompréhension entre générations. La révolte de la génération de 1968 portait sur des aspirations à plus de liberté et d'épanouissement personnel dans une démarche individuelle et existentielle. En 1986, les jeunes, refusant de faire des études qui conduisent au chômage, ont saisi la scène politique d'une demande collective concernant la place de la jeunesse dans la société, une démarche finalement moins individualiste. Il est intéressant de voir comment ces deux mobilisations, à vingt ans d'intervalle et mises en scène dans des contextes historiques, économiques et sociaux très différents, ont suscité à chaque fois une même incompréhension de la part des générations plus âgées.

M.L. : À côté de ces clivages entre les jeunes et les générations précédentes, vos travaux témoignent de processus de transmission à l'œuvre au sein des familles. Pourriez-vous développer cette question ?

A.M. : Oui, l'étude de la formation des choix politiques à chaque génération permet de mesurer le poids de la transmission familiale, non pas tant sur les choix partisans, le vote par exemple, que sur la structuration gauche-droite. Mes travaux sur la filiation politique montrent qu'une large moitié de Français disent s'inscrire dans la continuité générationnelle des choix de leurs parents, du point de vue de leur orientation idéologique, c'est-à-dire leur positionnement entre la gauche, la droite ou « ni la gauche ni la droite », et la proportion est à peu près la même dans la jeunesse. C'est la marque d'une assez forte continuité générationnelle. Pour autant, les contenus de cet héritage politique ont pu se modifier au fil du temps ou revêtir d'autres significations. Se dire de gauche ou de droite n'a pas nécessairement le même sens aujourd'hui qu'il y a vingt ou trente ans. Cette continuité générationnelle du positionnement gauche-droite peut être de nature plus affective qu'à proprement parler politique.

Ce positionnement idéologique entre la droite et la gauche, sur lequel les générations se retrouvent, n'empêche pas l'existence de zones en débat ou de différences, voire de désaccords, entre les générations sur des questions comme le vote ou les partis politiques. Un jeune peut se dire aujourd'hui de gauche comme ses parents, mais pour autant ne pas voter, à l'intérieur de la gauche, pour le même parti ou encore s'abstenir, comme le font souvent les jeunes. Il existe un jeu de réponses possibles, qui mobilise sur certains aspects la transmission intergénérationnelle tout en se différenciant sur d'autres.

M.L. : Comment expliqueriez-vous cette continuité entre les positions politiques des parents et celles des jeunes ?

A.M. : Je donnerai deux types de réponses. D'abord, la socialisation politique se fait de façon très précoce dans les familles, à travers un certain nombre de repères et d'exemples tirés des attitudes et des comportements des parents dans le quotidien de la vie familiale. L'enfant va très vite enregistrer de multiples signes captés au travers des réactions de ses parents à l'univers politique environnant. Il suffit d'aller dans les cours de récréation pour savoir que, dès la maternelle, les enfants peuvent dire si leurs parents sont de gauche ou de droite. Cette structuration assez précoce de l'univers idéologique cristallise, de fait, un certain nombre d'attitudes chez l'enfant.

Par ailleurs, l'évolution des pratiques politiques, l'expérience de la cohabitation, a conduit à une relative dédramatisation des oppositions politiques au sein des familles. Les conflits politiques se sont atténués. Dans le cadre familial, l'enjeu identitaire que constitue la politique est moindre, ce qui peut contribuer à renforcer les processus d'identification. Les trois quarts des parents accordent peu d'importance au fait que leurs enfants fassent des choix politiques différents des leurs. Paradoxalement, cette relative tolérance, voire cette indifférence, explique que le jeune adopte les choix de ses parents.

M.L. : Au-delà de ces éléments, peut-on estimer que le milieu social constitue un facteur de différenciation des attitudes et des comportements politiques de la jeunesse actuelle ?

A.M. : Effectivement, les travaux de sociologie politique ont montré les liens entre les univers socioprofessionnels et les orientations politiques. Mais si, dans un passé encore récent, le vote des ouvriers et des employés était davantage marqué à gauche et celui des classes plus favorisées davantage marqué à droite, l'analyse du vote des Français est devenue plus compliquée. On assiste en effet à un chassé-croisé sociologique : les catégories populaires votent à droite plus souvent que par le passé donc pour des candidats qui ne représentent ni ne défendent vraiment leurs intérêts, tandis que c'est dans les catégories plus favorisées, notamment pourvues en capital culturel, que les votes pour la gauche socialiste ont progressé plus.

J'ajouterai que l'influence de l'origine sociale s'exerce aussi indirectement : la transmissibilité des opinions et des choix politiques dans la famille est fortement influencée par le niveau de parole, de discussion et d'exemplification des choix des parents. Dans les familles où la culture du verbe est moindre, on assiste à une sorte d'identification affective aux choix parentaux qui peut opérer, même sans réels contenus, et les jeunes peuvent dire : « Moi, je suis de gauche comme mes parents mais je ne sais pas vraiment pourquoi », ou encore : « Moi, en tout cas, je ne suis pas de droite ».

M.L. : L'engagement de la jeunesse au lendemain du 21 avril 2002 et sa mobilisation contre Le Pen relèvent-ils de cette nouvelle approche de la politique que vous avez évoquée ? Peut-on parler, dans ce cas, d'un renouvellement de l'implication politique ?

A.M. : D'abord, la mobilisation contre Le Pen est une vraie fausse surprise. Le comportement des jeunes au lendemain du 21 avril était prévisible et s'inscrit dans la continuité des actions menées depuis plus de dix ans contre le Front national et Le Pen. Je me souviens des entretiens que j'ai réalisés où les jeunes disaient : « Seule l'arrivée de Le Pen au pouvoir nous mobiliserait. » Ce scénario catastrophe a entièrement occupé leur socialisation politique, car Le Pen fournit une sorte de balise, de repère politique facilement identifiable, débouchant sur des actes sans ambiguïté et le vote pour ou contre Le Pen traduit des enjeux plus clairement identifiables que pour d'autres forces politiques.

Cette mobilisation s'appuie en partie sur un registre affectif et émotionnel qui explique le rejet de cette figure autoritaire et de l'expérience historique à laquelle il renvoie. Les plus jeunes générations, qui ont acquis des connaissances par l'école et les médias, portent un réel intérêt à cette mémoire, même s'ils ne l'ont pas vécue. Le refus de l'extrême droite est lié en outre à une conscience aiguë, notamment chez les jeunes diplômés, de la nécessité de respecter les droits de l'homme et, plus largement, les valeurs universalistes (la liberté, le rejet de l'autorité, l'antiracisme), ainsi qu'à leur attachement à la démocratie.

Si le sens de la démocratie paraît très ancré dans la jeunesse lycéenne et étudiante, il faut aussi parler de « l'autre jeunesse », les jeunes non diplômés, déjà dans le monde du travail, qui, à 29 %, ont donné leurs voix à J.-M. Le Pen au premier tour (contre 11 % parmi les jeunes détenteurs du baccalauréat ou poursuivant des études supérieures). Il ne faut pas croire qu'il existe une seule jeunesse et une seule génération politique, la réalité montre que les réponses politiques sont différentes selon l'expérience sociale et les conditions d'entrée sur le marché du travail ; comme pour l'ensemble de la population, il existe un lien très net entre la place qu'occupent les jeunes dans le champ social et le vote pour l'extrême droite.

M.L. : Comment peut-on expliquer l'attrait qu'exerce le Front national auprès des jeunes les moins scolarisés et l'intérêt que portent les jeunes diplômés à la démocratie ? D'autre part, le discours de Le Pen sur la question de l'immigration vous paraît-il influencer, d'une manière ou d'une autre, le vote des jeunes ?

A.M. : Pendant la campagne électorale, Le Pen a focalisé avec efficacité son discours sur la valorisation et le respect du monde du travail, un discours qui a pu répondre au besoin d'identité de reconnaissance sociale des jeunes peu diplômés et déçus du travail. En outre, Le Pen instrumentalise de façon efficace, dans cette partie de la jeunesse, le rejet de la classe politique. Si beaucoup de jeunes partagent une même image négative des responsables politiques, pour une partie des jeunes des milieux populaires peu diplômés et en situation difficile, la réponse à cette défiance à l'égard des gouvernants va être le vote Le Pen.

Par contre, les jeunes plus diplômés, à la fois moins inquiets quant à leur avenir et davantage portés par les valeurs universalistes, vont traduire leur rejet de la classe politique par un abstentionnisme de contestation ou de sanction. Ainsi, à partir d'une même expérience générationnelle, d'une même communauté d'expérience, on observe des réponses politiques différentes.

Par ailleurs, la position du Front national sur l'immigration joue sur les générations plus âgées mais moins chez les jeunes, qui sont moins racistes et plus tolérants. Il y a chez les jeunes une vraie différence qui s'enracine dans l'expérience de l'école laïque et républicaine, de la pluriculturalité propre à la réalité scolaire en France ces trente dernières années. On parle trop souvent des défaillances de l'école, oubliant qu'elle a imprimé des valeurs, qui se traduisent dans les comportements et les attitudes politiques des jeunes.

M.L. : Vous semble-t-il que les générations adultes assurent ce qu'on peut appeler «le devoir de transmission » et contribuent à rendre lisible le monde et à engager les nouvelles générations à prendre le relais ?

A.M. : Ce devoir de transmission a toujours existé mais il ne faut pas être normatif et éviter la culpabilisation des parents qu'on tend à rendre responsables du manque d'éducation, d'autorité, d'un déficit général de transmission. La majorité des parents font ce qu'ils peuvent. La transmission ne s'organise pas nécessairement de façon volontariste ni toujours de façon intentionnelle. Elle passe par de multiples actes, par des notifications plus ou moins implicites. Dans la famille, elle se fait le plus souvent de façon diffuse, à travers des actes qui ne sont pas directement politiques. Elle peut prendre des chemins de traverse, faire des détours, marquer des retours. Même la continuité des orientations et des dispositions politiques entre les générations ne se forge pas dans des parcours nécessairement linéaires. En marge de la famille, les jeunes sont confrontés à des sources d'information qui se sont démultipliées, et les

médias, notamment l'omniprésence de la télévision, véhiculent une information abondante. Si devoir de transmission il y a, il serait peut-être du côté des programmeurs de la télévision. Évidemment, le devoir de transmission appartient aussi à l'école et je fais partie des gens qui pensent que l'école devrait ouvrir ses murs à la politique, organiser des débats, de l'information, et non pas continuer à entretenir un rapport d'éviction de la politique sous prétexte de laïcité et de neutralité.

M.L. : Vous avez souligné quelques grandes questions qui font bouger les générations actuelles. Au regard des travaux que vous avez réalisés, y en a-t-il d'autres ?

A.M. : À côté des valeurs universalistes, la question du respect (les jeunes sont très sensibles au respect qu'on leur accorde) et la justice sociale occupent certainement une place centrale. C'est toujours le sentiment d'injustice qui fait bouger les jeunes dans les cités. Un accrochage, même justifié avec les policiers, provoque immédiatement un sentiment d'injustice et des réactions violentes liées au manque de reconnaissance et à l'identité en creux qui leur est renvoyée tant à l'école que dans le quartier. À l'opposé, ce sont plutôt les étudiants diplômés que l'on voit se mobiliser contre la mondialisation libérale.

Contrairement à ce qu'on renvoie de cette génération qu'on dit matérialiste et consummatrice, les attitudes politiques des jeunes sont profondément animées (relayées) par ces valeurs universalistes et post-matérialistes avec, d'une certaine façon, le triomphe de la morale. Malgré tout, la jeunesse est constamment soumise à des injonctions paradoxales qui ramènent à la problématique intergénérationnelle.

M.L. : Vous dites, dans un article, que la participation à une expérience politique joue un rôle important dans la démarche de conscientisation et le parcours politique des jeunes. Pouvez-vous développer ce point ?

A.M. : Participer à une action politique collective crée une expérience d'engagement directe et concrète qui laisse en effet des traces sur les attitudes et les comportements ultérieurs. On peut penser que la mobilisation des jeunes dans l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2002 – importante, puisqu'elle a concerné un quart de la jeunesse de ce pays et près d'un étudiant sur deux – va certainement imprimer leur mémoire politique. Mais il faut attendre les prochaines échéances électorales pour apprécier vraiment l'impact.

Sources :

<https://www.cairn.info/revue-empan-2003-2-page-62.htm>